le monde libertaire

Supplément « EDUCATION »

28 MARS AU 3 AVRIL 1996
Supplément au N° 1036

GRATUIT

BONAVENTURE ET FREINET

Cap sur l'aventure

LES DIFFÉRENCES entre Bonaventure et Freinet sont nombreuses. Si nombreuses que la petite république éducative qu'est Bonaventure s'affirme avant tout libertaire.

Les ressemblances entre Bonaventure et Freinet ne manquent cependant pas. A telle enseigne que Bonaventure, en tant que classe, a choisi délibérément d'adhérer au Mouvement Freinet. Paradoxe ?

Sans aucun doute.

Mais peut-être moins qu'il ne semble y paraître au premier abord.

Divergences

C'est bien connu, Célestin Freinet a été adhérent au Parti communiste français de 1926 à 1948, et c'est peu dire que son projet éducatif est resté longtemps marqué au fer rouge du stalinisme.

Une école du peuple à la mode d'un prolétariat mythifié pour les besoins de la cause d'une avant-garde auto-proclamée, des valeurs maréchalistes (maréchal Staline et... nous voilà) comme le travail, « des confusions » entre un service public, laïque et gratuit d'enseignement et d'éducation et l'école de l'Etat, des billevesées comme la volonté de faire danser le rock de l'autogestion à des institutions fonctionnant à la hiérarchie, à l'autorité, au centralisme... tout cela, et bien d'autres choses encore, relève de cette empreinte et se situe aux antipodes de l'être profond libertaire.

C'est bien connu également, une fois la rupture consommée avec le PCF, le Mouvement Freinet est resté sous le coup d'une certaine méfiance à l'encontre d'une approche politique de l'éducation et s'est peu à peu laissé enfermer dans une logique pédagogique se réduisant elle-même très vite à un catalogue de recettes et de techniques (l'imprimerie, la correspondance interscolaire, la coopérative de classe, les fichiers autocorrectifs...). Et là encore, cette conception « « étriquée » de l'autogestion qui a permis au pouvoir (à l'Education nationale) de reprendre à son compte certaines recettes du catalogue, se situe aux antipodes de l'être profond libertaire.

Convergences

Par delà ces divergences de fond dont beaucoup sont datées et qui n'ont jamais affecté la totalité ni peut-être même la majorité des « Freinétistes », il existe cependant de nombreux points de convergences entre Freinet et les libertaires.

Les uns et les autres ont une approche politique et sociale de l'école et de l'éducation et ne conçoivent pas que l'on puisse véritablement changer l'école sans changer la société. Ils s'affirment partisans résolus d'un service public et social, laïque et gratuit, d'enseignement et d'éducation. Ils affichent clairement un certain nombre de valeurs comme l'égalité des chances, la liberté, l'égalité, l'entraide, l'autonomie, l'épanouissement des individus... Ils dénoncent tout aussi clairement l'école capitaliste comme relevant d'une logique de l'inégalité des chances (les enfants des classes ouvrières sont peu nombreux à faire des études secondaires et encore moins nombreux à faire des études supérieures) et d'une logique, sinon de dressage, du moins de l'étouffement de la personnalité enfantine. Ils proposent un certain nombre de techniques susceptibles de permettre à l'école d'opérer un renversement de perspectives : absence de notes et auto-évaluation, coopération et autogestion, conseils d'enfants, des apprentissages fondamentaux à partir des productions des enfants et non à partir d'une consommation de normes dont la connotation sociale (bourgeoise) est flagrante, l'acquisition de méthodes permettant et d'aller à la source des savoirs et de les cons-truire...). Ils ne se contentent pas de grands discours et éprouvent un besoin irrésistible de se confronter au réel en agissant ici et maintenant...

Bref, entre l'essentiel de Freinet et celui de libertaires comme Paul Robin (Cempuis), Sébastien Faure (La Ruche), Francisco Ferrer (les Ecoles modernes)... les convergences

(suite p. II)

L'école, quels désirs, quels pouvoirs ?

Le seul critère de l'éducation c'est la liberté, la seule méthode c'est l'expérience.

« *Il était clair qu'au départ tout le monde devait savoir lire, mais qu'il n'a jamais été dit que tout le monde devait savoir écrire et que tout le monde devait savoir parler ; au contraire, peu de gens devaient savoir écrire et peu de gens devaient savoir parler, c'est-à-dire s'adresser à un public, parce que, là aussi, il y a un pouvoir.* » (R. Fonvielle) (1).

L'idée de mettre les enfants au cœur du système éducatif, que l'on retrouve, aujourd'hui, dans tous les discours sur l'Ecole, nous la revendiquons. Mais derrière les affirmations généreuses, quelles sont les intentions prioritaires et ce qui va être retenu dans un contexte donné ?

« *L'enfant au cœur du système, ne serait-ce pas comme le soldat de 2e classe au cœur du champ de bataille...* » (2), les acteurs principaux étant ailleurs ? Si l'on ne parle plus de l'*Enfant mythique*, imaginé par chaque adulte, mais *des enfants*, alors on s'aperçoit qu'ils constituent une collectivité et qu'on ne peut faire l'impasse sur les questions de pouvoirs et sur la nécessaire coopération au sein de cette communauté humaine. Il n'est donc pas anodin de constater que le système a préféré mettre en avant des thèmes tels que l'évaluation (celle des enfants par les adultes, bien sûr) qui vont permettre toutes les manipulations, et celle, surtout, qui consiste à nier aux enfants le droit d'agir sur leur propre éducation.

Face à cette réalité, des pratiques de rupture existent qui privilégient l'authenticité, le désir, la formation de la pensée, l'entraide, la maîtrise des moyens d'expression.

Cela passe d'abord par la mise en place de structures coopératives (« conseils », etc.) au sein de la classe. Nous parlons ici d'un milieu vivant avec ses relations affectives, ses repères construits en commun, ses responsabilités, le lent apprentissage d'une structuration du groupe en fonction de ses projets, apprentissage qui va permettre la remise en cause des leaders, l'intégration d'enfants « en difficultés ».

Mais l'instauration de nouveaux rapports entre les enfants et les adultes exige aussi un changement radical dans les contenus mêmes. Textes libres, ateliers d'écriture, textes collectifs, créations mathématiques, etc., la mise en place des recherches et des créations dans la classe doit impérativement s'appuyer sur les préoccupations des enfants et sur leurs créations, car, derrière les « outils » (les fameux « fichiers Freinet ») qui oublient souvent d'être seconds et qui conduisent à une dérive productiviste, ce qui est ici en jeu, c'est bien la possibilité, pour les enfants, d'expérimenter, de pouvoir faire ses propres expériences, et la garantie de sa libre expression.

PHILIPPE BOUBET
(gr. Henry-Poulaille de Saint-Denis)

(1) *Autre Ecole* (bulletin de la Région parisienne du Mouvement Freinet) n° 4, p. 10.
(2) *Autre Ecole* n° 6, p. 6.

Bonaventure et Freinet

Les *Bonaventuriers* de la petite république éducative libertaire d'Oléron.

(Suite de la « une »)

sont légion, et c'est pourquoi Bonaventure (comme classe mais pas comme république éducative) a choisi d'adhérer au Mouvement Freinet.

Paradoxe et cohérence

De ce « ralliement » au Mouvement Freinet, certains (dans le mouvement libertaire comme dans le Mouvement Freinet) peuvent bien évidemment s'étonner. Les convergences pédagogiques, éducatives, politiques et sociales ont beau être évidentes, il n'en demeure pas moins que...

Ceux-là ignorent vraisemblablement qu'avant et pendant la révolution espagnole de 1936 bon nombre d'enseignants de la CNT se réclamaient de Freinet; qu'en 1934, parce qu'il s'est fait « jeter » de l'Education nationale, Freinet n'a pas hésité un seul instant et a ouvert (après l'avoir construite) une école privée (un peu particulière car elle a commencé par accueillir, en plus des enfants de Freinet, des enfants de réfugiés espagnols) ; que les staliniens n'ont cessé de lui reprocher son engagement pédagogique et éducatif pour le motif que l'énergie consacrée aux problèmes pédagogiques était perdue pour le grand combat politique et syndical, alors que bon nombre de militants Freinet étaient tout sauf absents des combats politiques et syndicaux...

Ceux-là ignorent vraisemblablement qu'une société libertaire est fondamentalement pluraliste, que les temps changent, que la réalité actuelle des pédagogies autogestionnaires dont sont parties prenantes les libertaires et le Mouvement Freinet évolue vers plus de sens politique et social, et que l'heure est peut-être en train de sonner d'une rencontre et d'un véritable débat entre les différentes composantes de ce mouvement pédagogique autogestionnaire...

Bonaventure, qui n'ignore rien de tout cela, a choisi d'être présent dans cette rencontre et dans ce débat, et par delà certains paradoxes apparents, s'estime en pleine cohérence avec son être profond libertaire et révolutionnaire.

JEAN-MARC RAYNAUD

Un minibus pour Bonaventure

Les effectifs de Bonaventure étant en augmentation (douze enfants cette année) et risquant encore de croître l'an prochain, le ramassage scolaire des enfants les plus éloignés de l'école (jusqu'à 10 kilomètres) devient chaque jour un peu plus une nécessité criante.

Pour ce faire, comme pour « transbahuter » les petit(e)s citoyen(ne)s de Bonaventure deçi de là (déplacements réguliers à Saintes pour le travail entrepris avec l'association Trait d'Union, classes de ville, de montagne, animations diverses s'effectuant à l'extérieur de Bonaventure...), un minibus (d'occasion) ferait assurément notre bonheur.

Bonaventure, école libertaire laïque et gratuite, mais n'étant subventionnée ni par l'Etat, ni par le patronat, ni par le Vatican, ni par la CIA, ni par le KGB... s'adresse donc une fois de plus à vous et à tous ceux et toutes celles qui ont dans le cœur un *monde nouveau* et une école de l'égalité des chances éduquant les enfants à (et par) la liberté, l'égalité, l'entraide, l'autonomie, l'autogestion et la citoyenneté.

Alors si vous avez un minibus dont vous ne savez que faire, si vous en connaissez un à vendre pas cher, si vous avez trois sous... n'hésitez pas !

BONAVENTURE

N.B. : chèque à l'ordre de Bonaventure, à envoyer à : **Bonaventure, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron.**

Une école libertaire BONAVENTURE
Premiers pas d'une république éducative
éditions du Monde Libertaire (Paris)
éditions Alternative Libertaire (Bruxelles)
60 francs

Ils se prénomment Nathan, Gaël, Maélis, Bénédicte, Bertille, Emilie... Ils ont de 3 à 9 ans... Ils habitent sur une petite île de Charente-Maritime : l'île d'Oléron. Depuis septembre 1993, ils vivent une aventure peu ordinaire.

A Bonaventure, en effet, ils apprennent à lire, écrire, compter... mais également et surtout à apprendre à apprendre. A construire des savoirs. A s'apprendre.

Dans le cadre d'une petite classe unique. Mais également en dehors de la classe et de l'école. Via un certain nombre d'activités « extra-scolaires ». En s'immergeant dans le réel ambiant. En explorant cette fantastique école qu'est la vie. Et tout cela au rythme endiablé d'une éducation permanente à/et par la liberté, l'égalité, l'entraide, l'autonomie, l'autogestion et la citoyenneté.

Ecole libertaire, centre d'éducation libertaire, république éducative libertaire, Bonaventure fait assurément partie de ces rares perce-neige têtus qui taraudent inlassablement le grand manteau blanc de l'hiver éducatif pour y mettre quelques touches de couleur anti-autoritaires et faire des pieds de nez à un système qui envoie des générations entières se faire couper les ailes dans les abattoirs-abrutissoirs de la scolarité ordinaire.

Mais Bonaventure ce n'est pas que cela !

En brandissant haut et clair le drapeau de la laïcité, de la gratuité, d'un financement social, de l'égalité des salaires, de la propriété collective... En tissant des liens avec des alternatives sociales, culturelles, syndicales, politiques... de type anti-capitaliste et anti-autoritaire... En affirmant la nécessité d'un service social d'enseignement et d'éducation qui soit vraiment celui de l'égalité des chances... Bonaventure se veut, en effet, l'un des fantassins de cette petite armée de gueux qui labourent inlassablement les terres ingrates d'une transformation sociale radicale.

Ce livre est le récit tumultueux de cette quête. De ce combat. De cette aventure éducative et sociale.

C'est un coup de pied au cul de toutes les résignations, une main tendue aux possibles et un formidable clin d'œil à l'espoir.

• *En vente à la librairie du Monde Libertaire (chèque à l'ordre de Publico). Ajoutez 10% de frais de port.*

Supplément au ML 1036

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....Ville .....
Pays.....
A partir du n° .....(inclus).
Abonnement de soutien ❑
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑ Autre ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1er trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

CÉLESTIN FREINET (1896 - 1996)

REPÈRES

APRES la Première Guerre mondiale, nombreux sont les enseignants pacifistes marqués dans leur chair et dans leur conscience. Syndicalistes révolutionnaires regroupés dans la Fédération des Membres de l'Enseignement, ils luttent pour que ne se reproduise plus la tuerie de 14-18, pour mettre fin à l'exploitation capitaliste et construire une société plus juste et plus humaine. Au sein de la commission pédagogique et dans leur revue *l'Ecole Emancipée* ils réfléchissent aux moyens de promouvoir une pédagogie populaire par l'« l'Ecole Active » et « les centres d'intérêt »...

Leurs regards se tournent vers les grands anciens (Rabelais, Rousseau, Pestalozzi...) et vers les expériences d'avant 1914 comme celles de Paul Robin à l'orphelinat public de Cempuis dans l'Oise (Enseignement intégral), de Francisco Ferrer et son Escula Moderna en Espagne (Enseignement rationaliste) et de Sébastien Faure à La Ruche près de Rambouillet (Enseignement libertaire), ainsi que vers les expériences d'Ecole nouvelle de Faria de Vasconcellos près de Bruxelles et de Kirchstensteiner en Allemagne.

Ils s'intéressent aussi de près aux expériences des années 20 en Suisse (A. Ferrière), en Belgique (O. Decroly), en Italie (M. Montessori), en Allemagne... et bien sûr aux pédagogues prolétariens de l'Ecole du Travail de la jeune URSS (Pistrak, Blonskij, Kroupskaïa...)

Jeune instituteur, rescapé et blessé de guerre, Célestin Freinet écrit de nombreux articles dans *l'Ecole Emancipée*, dans la revue communisante *Clarté*, et dans la revue libertaire *les Humbles* de son ami Maurice Wullens. Il participe à des congrès de l'Education Nouvelle et visite les Ecoles libertaires de Hambourg en 1922, puis se rend en URSS en 1925 avec une délégation syndicale.

Dans sa modeste classe rurale de Bar-sur-Loup (Alpes-Maritimes), il introduit en 1924 un outil nouveau, l'imprimerie, rend compte de ses expériences et fait quelques adeptes.

En octobre 1926 il entreprend une correspondance interscolaire régulière avec René Daniel et sa classe de Saint-Philibert en Trégunc, dans le Finistère, puis lance une « Coopérative d'Entr'aide pédagogique » avec une revue *l'Imprimerie à l'Ecole*, mettant en place un réseau des « Livres de Vie », composés et imprimés par les écoles travaillant à l'imprimerie.

Les meilleurs textes sont regroupés en avril 1927 dans une co-revue d'enfants *la Gerbe*, à parution mensuelle.

En août 1927, à l'issue du congrès de la Fédération de l'Enseignement (CGTU) à Tours, se tient le premier congrès international (déjà !) de l'Imprimerie à l'Ecole, avec la présence de la majorité des 40 premiers adhérents actifs, dont un délégué officiel du ministère de l'Instruction Publique espagnole, Manuel J. Cluet. Les imprimeurs étrangers absents (Belgique, Suisse) ont envoyé des rapports sur leurs activités.

En octobre 1927, sous l'impulsion de Rémy Boyau et d'instituteurs girondins est fondée la Société « Cinémathèque Coopérative de l'Enseignement laïc » qui assure prêts et vente de films, projecteurs, caméras et même envisage la production de films pédagogiques.

En août 1928, lors du second congrès à Paris, les activités de l'imprimerie et de la radio fusionnent avec celles du cinéma au sein de la Société « Coopérative de l'Enseignement Laïc » (CEL) dont la revue est *l'Imprimerie à l'Ecole*.

De « l'unité de l'enseignement » aux « méthodes naturelles d'apprentissage », les adhérents de la CEL approfondissent techniques et méthodes nouvelles, et par souci de matérialisme pédagogique vont éditer les *Enfantines*, les *Fichiers Scolaires Coopératifs*, et en février 1932 une brochure documentaire pour les enfants : la *Bibliothèque de Travail* (BT).

En octobre 1932 la revue *l'Imprimerie à l'Ecole* devient *l'Educateur Prolétarien*, et la CEL produit un court métrage engagé *Prix et Profits* avec Yves Allégret et les frères Prévert. En pleine montée du fascisme et du nazisme en Europe, le Mouvement de l'Imprimerie à l'école et son leader Freinet vont être la cible, de 1932 à 1934, de violentes attaques de l'extrême droite (l'Action Française). L'école de Saint-Paul-de-Vence où enseigne Freinet depuis 1928 est attaquée par des notables fascisants. L'administration refusant d'assumer ses responsabilités malgré une mobilisation unanime de la gauche et de personnalités artistiques et intellectuelles, Freinet n'accepte pas son déplacement d'office et est contraint de se mettre en congé de l'enseignement. Il a alors 37 ans ! D'autres adhérents de la CEL seront également sanctionnés (Boyau, Wullens, Roger, Lagier-Bruno).

En 1935, Célestin et Elise Freinet ouvrent une école privée « prolétarienne » à Vence. Pendant le Front Populaire, Freinet lance un « Front de l'Enfance », présidé par Romain Rolland, et s'adresse aux parents pour promouvoir une méthode nouvelle d'éducation populaire. Il lance les Brochures d'Education Nouvelle Populaires (BENP).

En 1937, son école accueille de nombreux enfants victimes de la guerre civile en Espagne. Une école « Célestin Freinet » est ouverte à Barcelone par la Généralité de Catalogne.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les activités du Mouvement Freinet sont interrompues. Freinet est arrêté par la police de Vichy, interné dans plusieurs camps, puis assigné en résidence surveillée dans les Hautes-Alpes. L'école de Vence est fermée et saccagée. De nombreux adhérents de la CEL subiront la déportation et périront (Bourguignon, Torcatis...).

A la Libération, Freinet anime le Comité Départemental de Libération à Gap où il s'occupe d'enfants victimes de la guerre. La CEL renaît de ses cendres et va désormais s'installer à Cannes. *L'Educateur* reparaît dès 1945, et malgré les difficultés l'école de Vence peut rouvrir.

Le Mouvement Freinet se développe rapidement, s'organisant en 1947 en Institut Coopératif de l'Ecole Moderne (ICEM).

Face aux calomnies lancées contre lui par le PCF, Freinet et Elise quittent le Parti en 1948, après 22 ans d'adhésion.

En 1949, c'est la sortie du film *l'Ecole buissonnière* de J.-P. Le Chanois, sur un scénario d'Elise Freinet, consacré au Freinet novateur et à l'affaire de Saint-Paul-de-Vence. Ce film populaire sera un succès et aura un énorme retentissement. C'est aussi l'année où paraît le livre *Naissance d'une pédagogie populaire* d'Elise Freinet.

De 1950 à 1954, une campagne virulente des staliniens contre Freinet tente sans succès de déstabiliser l'ICEM et la CEL.

En 1957 est créée la FINEM (Fédération Internationale des Mouvements d'Ecole Moderne), regroupant les Mouvements de dix pays et consacrant le rayonnement international de la pédagogie Freinet.

De nouvelles revues : *Art enfantin* en 1950, *Techniques de vie* en 1959, *l'Education second degré* en 1963, et bien d'autres... vont voir le jour.

En 1964, l'école Freinet est reconnue comme école expérimentale, et ses enseignements pris en charge par le ministère de l'Education nationale.

Sa renommée attire de nombreux stagiaires et visiteurs du monde entier, et s'y déroulent tous les étés des rencontres appelées « journées de Vence », avec la participation de personnalités et de chercheurs du monde de l'éducation.

L'itinéraire de Freinet se poursuit jusqu'à sa disparition, à 70 ans, en 1966, sous le signe des méthodes naturelles et du tâtonnement expérimental, mais aussi des combats avec son Mouvement sur les conditions de travail (25 élèves par classe dès 1953 !) et la défense de l'enfance et... de la paix.

Elise Freinet continuera leur œuvre et assurera la gestion de l'école jusqu'à son décès en 1981. Leur fille Madeleine Bens-Freinet assumera jusqu'en 1991, date à laquelle l'école Freinet, rachetée par l'Etat, devient école publique d'Etat et fait désormais partie du patrimoine, avec de sérieuses garanties de reconnaissance de l'œuvre de Célestin et Elise Freinet.

Le Mouvement Freinet continue de poursuivre son chemin, et l'ICEM adopte à Pâques 1968 *la Charte de l'Ecole Moderne* puis , redynamisé par Mai 68, les *Perspectives d'Education Populaire* (PEP) en 1978.

Après 1981, illusions et désillusions, déclin du militantisme associatif entraînent des difficultés dans le Mouvement.

En 1986, la CEL dépose son bilan, mais redémarre avec la S.A. des PEMF (Publications de l'Ecole Moderne Française).

Aujourd'hui, les classes coopératives de l'Ecole Moderne fonctionnent toujours avec les techniques de l'expression libre et du journal scolaire, de la correspondance interscolaire et des réseaux, avec l'apport des techniques modernes que sont l'informatique, le minitel, le fax, la vidéo...

Comme à ses origines, un même espoir en la liberté de l'enfant et en l'Homme anime les enseignants de l'ICEM, convaincus que la pédagogie de Freinet, vivante et généreuse, est porteuse d'une éducation populaire synonyme d'espoir et de modernité pour le XXIe siècle.

« LES AMIS DE FREINET »
Commission histoire et patrimoine
HENRI PORTIER - CLAUDE GUIHAUMÉ

Un sens possible au « Tous ensemble ! » de novembre-décembre 1995 : le réseau Education

Aujourd'hui, quelles stratégies doivent avoir les libertaires, militants de la Fédération anarchiste ou pas, dans l'éducation ?

Ce supplément le rappelle, les anarchistes ont toujours placé l'éducation comme une de leurs priorités d'action. Seulement, ce qui a manqué et ce qui manque encore par rapport aux autres forces politiques, c'est une coordination qui mettrait en mouvement tous les acteurs de l'Education nationale ou pas. L'idée d'un réseau éducation a fait son chemin. Il en est seulement à sa création. Expliquer le pourquoi du réseau, c'est évidemment regarder les forces en présence dans l'Education nationale et ensuite en tirer la conclusion qui s'est imposée d'elle-même.

En faisant le point sur les forces politiques et syndicales dans l'Education, on s'aperçoit que le mouvement de novembre-décembre 1995 a quelque peu bouleversé les données. Et ce pour ceux raisons essentielles. La première est celle de la présence forte de la FSU durant les grèves et les manifestations, ce qui lui permet en ce début d'année 1996 de venir siéger au Conseil économique et social. la deuxième est que le SGEN-CFDT, de par son action-commando contre Notat en décembre, lors d'une manifestation, a contre lui sa direction confédérale — on se rappelle sa mise au ban quelques jours après — et se demande qui pourra bien l'accueillir si le syndicat est mis à la porte de la CFDT, à l'occasion du prochain congrès qui doit bientôt avoir lieu.

Ces deux faits remettent en selle la recomposition syndicale qui, voilà peu, était tombée dans les oubliettes. Surtout que, maintenant, certains n'hésitent pas à parler d'une nouvelle confédération, avec comme pivot la FSU et comme petits syndicats satellites les SUD (PTT et Rail), CRC, SNUI... Ce qui pourrait permettre au SGEN, si besoin était, de se confédérer, mais en demeurant toujours autonome.

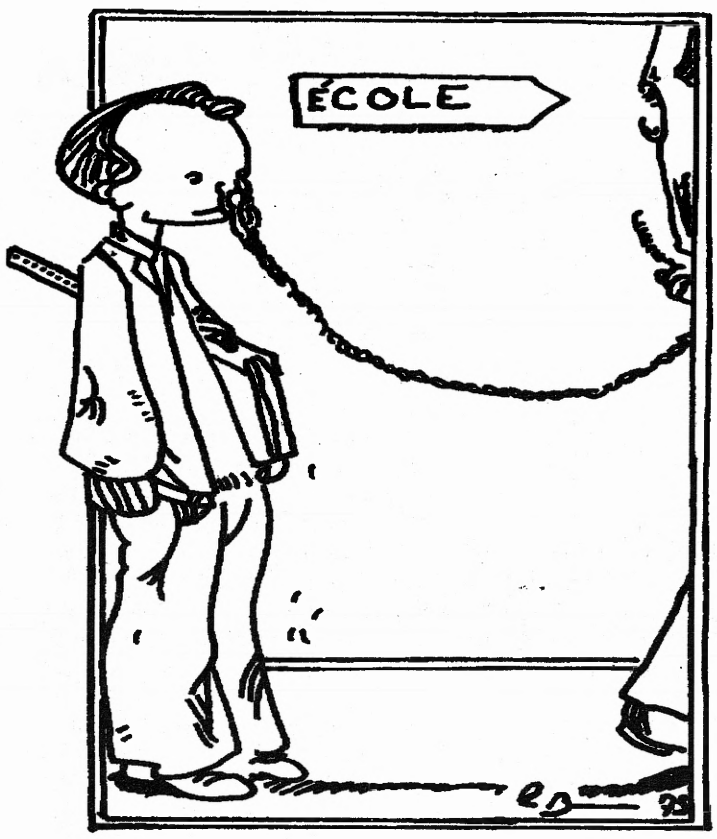
Mais ces manœuvres d'appareils ne seraient pas possibles s'il n'y avait pas la recomposition politique en vue et les alliances qui se jouent ou vont se jouer entre le Parti communiste et les petites organisations à « la gauche de la gauche ». D'ailleurs l'idée de confédérer la FSU et le « groupe des dix » vient d'une note interne de la... FSU, dont les auteurs sont un militant refondateur communiste et un militant de la Ligue communiste révolutionnaire. Ce n'est pas un hasard. Les tensions au sein du PCF sur le rôle à lui faire jouer existent, et les syndicats n'en sont qu'un reflet. Il va donc falloir choisir, pour le PC, entre une CGT affaiblie mais proche des « « orthodoxes » et une confédération en pleine construction, mais dont la majorité des responsables se trouve issue de cette gauche « extrême »..

Parler construction revient à parler chiffres. Voilà trois ans que la FSU s'est créée, et à l'heure actuelle elle syndique environ 140 000 hommes et femmes, rejoignant par là-même la FEN qui,

(Suite page 4)

L'école capitaliste actuelle

Cet article n'a pas la prétention d'être une analyse de l'école. Il permettra cependant de dégager différents points essentiels, qui constituent l'évolution vers laquelle tend l'école capitaliste actuelle.



TOUT D'ABORD, derrière le mythe de l'égalité des chances, de la « démocratisation » de l'école à partir des années 70 (création des collèges d'enseignement général), le constat est que l'école capitaliste n'a d'autre fonction que celle de reproduire ses valeurs, son idéologie et surtout les classes de la société. Une enquête relatée dans *le Monde*, en juillet 1995 (« Observatoire de la vie étudiante »), montre, chiffres en main, que « *les enfants de cadres supérieurs dominent dans les formations les plus réputées, tandis que les étudiants issus de familles d'ouvriers et d'employés forment l'essentiel des filières courtes et techniques* ». L'ère de la compétitivité a donc touché l'université, et les études ne sont plus suffisantes pour faire la distinction de classe. Désormais, c'est le type de filière qui opère la sélection ainsi que le prolongement des études (d'où la dévaluation de diplômes...).

Il y a 20 ans, on pouvait devenir instituteur après le Bac. Maintenant, le concours en IUFM requiert le niveau licence et même au-dessus (bac + 4)... Outre que cette prolongation des études permet la sélection, l'école sert donc désormais de parking, pour éviter de faire monter le chômage. Parking où la course aux diplômes entraîne l'individualisme forcené, une soumission plus forte au système et donc à une dépolitisation plus grande des étudiants. Le mouvement social de décembre 1995 a bien montré que seule une frange radicale se sentait concernée par une solidarité avec les salariés grévistes. Bayrou et sa tirelire a vite rassuré ceux qui veulent bien travailler pour avoir un bon emploi (sur le dos des autres)...

Compétitivité donc au sein de l'université puis, désormais, le modèle à suivre c'est l'entreprise. Et cela dès l'école primaire. Pas un seul lecteur de journal régional n'échappe aux articles vantant une classe de CM2 ou de 6e qui joue à l'entreprise, avec pour partenaire une banque privée... Les enfants apprennent donc le « management entrepreneurial » à la grande joie des parents, qui espèrent ainsi que leur rejeton aura donc plus de chance de s'en sortir. Au collège et au lycée, maintenant, c'est institué. L'école initie les élèves à l'économie via les entreprises cadettes, avec même un concours (*Libération*, janvier 1995). Coca-Cola, Heudebert, Danone et d'autres sont donc des partenaires pédagogiques légitimés et suscités sans la moindre réaction des syndicats enseignants ou des fédérations de parents d'élèves... La laïcité d'Etat parle donc de « sanctuaire » pour l'école uniquement quand cela l'arrange...

De même avec l'entrée en force de l'armée et de la police à l'école. Au nom de la lutte contre la drogue ou dans le cadre de la fameuse éducation civique, les flics sont désormais, eux aussi, partenaires pédagogiques. Dans le Rhône, par exemple, pour fêter le cinquantenaire de la création des CRS, l'Académie et les flics ont organisé un concours pour les classes primaires !

Patrons, flics... il ne manquait que l'armée, qui bien sûr elle aussi s'installe dans le paysage scolaire, grâce aux surveillants bidasses. Ils seront 4 700 lors de la prochaine rentrée scolaire (Bayrou, le 20 mars 1996) à encadrer la jeunesse pour vanter le côté humanitaire de cette école du crime !

L'école devient, il est clair, un des enjeux principaux du contrôle social. L'Etat doit parquer et contrôler cette masse de futurs précaires ou chômeurs. Enfin, dans ce sombre tableau , n'oublions pas le phénomène immigration. Là encore, sous prétexte de « donner plus à ceux qui ont moins », l'Etat renforce la ghettoïsation des établissements de banlieue. Quant à l'école qui ne jouerait plus sa fonction « intégratrice » pour les « étrangers », cela se comprend aisément. Non seulement les immigrés sont les premiers touchés par le chômage, mais le racisme quotidien passe par l'évitement scolaire devenu monnaie courante (pas question de mélanger les bons élèves français avec les mauvais élèves arabes) et les inspecteurs académiques couvrent tout cela bien sûr, en silence...

Les cartes scolaires sont donc de plus en plus bidons, alors que les syndicats enseignants continuent de les considérer comme un acquis pour l'égalité des chances ! Quant à l'opération « foulard » du représentant de la laïcité d'Etat, Bayrou, elle a développé un peu plus le racisme en jouant sur l'amalgame musulman = intégriste et renforcé le courant des profs laïcards pour qui l'école doit rester neutre (même si on continue de bouffer du poisson dans les cantines chaque vendredi !).

Pour terminer cet inventaire d'orientations, nous parlerons bien sûr de la volonté étatique de casser le service public d'éducation via la régionalisation de l'école et les fameux bassins d'emploi, afin de le mettre un peu plus aux bottes du patronat et des élus locaux pour privatiser davantage. On a vu la fac Pasqua et en ce moment Lyon où, dans le but de financer la tenue du G7, Raymond Barre supprime en cours d'année les cours d'initiation aux langues étrangères dans les classes primaires (80 licenciements) et baisse le budget scolaire de 3%. Barrot lui, casse les lycées professionnels par les primes au patronat concernant l'aide à l'apprentissage, cela avec les deniers publics bien sûr... Démentèlement, suppressions de postes, privatisation... l'école vit donc à l'heure du libéralisme ambiant.

Côté enseignants et leurs syndicats, on ne peut que constater un vide sidéral face à ces évolutions de l'école. Confinés depuis longtemps dans un syndicalisme corporatiste, FEN, SGEN, FO et même le dernier né, la FSU, n'ont pour seul créneau que le combat sur les moyens pour l'école. Les contenus de celle-ci, ses buts, tout cela est depuis longtemps évacué des discussions. Eux aussi ont fait appel au ministre de la Justice, au ministre de l'Intérieur pour résoudre la « violence » à l'école, malgré leur dénonciation du chômage ! Les enseignants libertaires ont donc du boulot sur la planche, et la nécessité de se relier paraît évidente aujourd'hui.

Un bilan globalement « pessimiste » mais où des lueurs sont apparus ? Cela, grâce aux lycéens qui, en 1994, seuls (peu de profs à leur côté) lors du CIP de Balladur, ont montré qu'ils refusaient cette société libérale où l'école, peu à peu, remplit les anciennes fonctions de l'usine (encadrement, division du boulot, hiérarchie des salaires...) et débouche sur un avenir social au rabais.

En décembre 1995, là encore, les lycéens ont surpris par leur forte participation au mouvement social. l'embrigadement et le contrôle social sur la jeunesse ont déjà montré leurs limites. Gageons qu'avec l'augmentation évidente du chômage, de la précarisation, la « sanctuarisation » de l'école ne se fera pas si facilement. Quant aux enseignants, le fait que leurs propres enfants aient de plus en plus de mal à former l'« élite républicaine »... les obligera sûrement à sortir de leur cocon un jour ou l'autre !...

RENÉ DATRY
(Réseau Education - FA Lyon)

Un sens possible au « Tous ensemble ! » de novembre-décembre 1995 : le réseau Education

(Suite de la page 3)

malgré l'exclusion de ses ex-gros syndicats, syndique encore près de 150 000 personnes. Si le nombre des syndiqués est encore à peu près équivalent, par contre, la différence de mobilisation entre ces deux puissantes fédérations s'est faite jour lors du mouvement de novembre-décembre 1995. La FEN ne mobilise plus. Ses dirigeants sont arrivés à ce qu'ils voulaient depuis quelques années, c'est-à-dire représenter un syndicalisme d'accompagnement, de cogestion, tout comme celui de la CFDT. D'ailleurs, ce n'est pas tant ce pôle réformiste qui est en pleine « crise », c'est le pôle revendicatif et propositionnel qui est en train de se transformer. La CGT et FO, dans l'enseignement, n'arrivent pas à percer et à syndiquer beaucoup de travailleurs de l'éducation. Pour preuve, les SDEN-CGT (uniquement enseignants) ne syndiquent qu'entre 10 et 15 000 personnes. Il faut voir cependant si l'« inflexion à gauche » de FO, lors de son dernier congrès, va changer un tant soit peu les données. Je ne le pense toutefois pas.

C'est donc bien autour de la FSU que tout semble alors se cristalliser : une fédération qui a essayé de créer d'autres pratiques et qui fait que ce « renouveau » semble intéresser de plus en plus d'enseignants. Les tendances politiques qui y ont droit de cité et la règle de décision des 70% en font sans nul doute un atout. Même si le corporatisme y est omniprésent, puisque cette fédération est plus ou moins une juxtaposition de syndicats nationaux.

Et les libertaires, me direz-vous, où sont -ils présents ?

La dispersion est de mise chez les anars. Certains sont à la CNT, d'autres à la FSU, présents dans la tendance syndicaliste révolutionnaire l'Ecole Emancipée, ou bien alors dans de plus petits syndicats départementaux comme le PAS 38, les SDE 63 et 29 ou TRANS 76. Ceux-ci ne syndiquant que quelques centaines de personnes. Il est sûr que, dans ces conditions, peser sur les événements et avoir un travail en commun est un vrai problème !

C'est sur ces constats que nous avons décidé de créer un réseau Education. Ses objectifs sont de faire circuler l'information, de définir un projet libertaire d'éducation, de contrer politiquement les orientations actuelles de l'éducation . En se réunissant début décembre 1995, il a été décidé de privilégier les axes suivants :

— le syndicalisme ;
— la politique de l'éducation ;
— l'université ;
— la gestion libérale et la flexibilité ;
— la politique urbaine ;
— la pédagogie libertaire.

Cette liste n'est pas exhaustive. Si un autre thème vous intéresse, écrivez au secrétariat du réseau, qui est assuré provisoirement par le réseau Education de Lyon.

Si vous êtes intéressés pour faire partie d'un tel réseau, écrivez-nous à : **La Plume Noire / Réseau Education, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.**

JÉRÔME JOUVENET
(Réseau Education - FA Lyon)